

AIN-DEFLA / 4^{es} JOURNÉES MÉDICALES«Prévenir au lieu de vouloir à tout prix
guérir le cancer»

L'Association des médecins spécialistes de la wilaya de Ain Defla (Amsad qui préside le D' Larbi Bouamrane vient d'organiser, au centre universitaire de Khemis-Miliana, pour la 4^e fois depuis sa création en 2003, ses journées médicales, les 28 et 29 mars, journées destinées aux médecins généralistes "afin d'élever leur niveau de prestation" dans le cadre de la formation continue. Si le thème principal de ces deux journées a été "Le cancer, ses causes, ses formes, la prise en charge de cette pathologie galopante et qui fait des ravages chez nous", il a été aussi question d'autres pathologies non moins graves par les conséquences qu'elles génèrent comme le diabète des deux types ou encore l'asthme. Pour ce qui est des causes des cancers, selon le D' Bendi, microbiologiste du CHU F-Fanon de Bliida, toutes les thèses tendent à confirmer qu'à l'origine de la majorité des cas, il s'agit de virus en associations de cofacteurs déclenchants puisqu'au stade actuel, on dénombre quelque 991 virus oncogènes (cancérogènes), ce qui oblige à s'orienter davantage vers le diagnostic précoce, le dépistage, voire la vaccination.

Pour le P' Mahfouf, qui est intervenu sur le cancer du sein, ce sont 1,1 million qui sont enregistrés dans le monde. Cette atteinte est à l'origine de 400 000 décès par an. En Algérie, le cancer du sein représente 53% des cas. Lui aussi met l'accent sur la nécessité de concentrer tous les efforts sur le diagnostic pré-

coce et la prévention et même de la vaccination, une méthode récente mise en pratique aux USA et depuis une année en France.

Le P' Nafi Salim, chef du service de pneumologie, au CHU de l'hôpital Mustapha, intervenant sur le cancer du poumon, lui, tire la sonnette d'alarme : "80% des cas admis dans ce service souffrent de cette pathologie. Selon lui, thèse largement confirmée de par le monde d'ailleurs, à l'origine de cette maladie grave, dont la prise en charge est lourde et très coûteuse, le tabac, aussi bien pour les fumeurs actifs que passifs.

Le P' Nafi dira que si la courbe du nombre de cas décroît dans les pays d'Amérique du Nord et dans les pays d'Europe, elle accuse chez nous une courbe ascendante qui fait peur.

En effet, relève-t-il, de 7 à 9 cas pour 100 000 en 1980, on est passé actuellement à 25/100 000, soit le triple en 25 ans. Et de s'interroger : "Qu'est-ce que ce sera dans 15-20 ans à ce rythme ?" Le fumeur passif n'est pas à l'abri lui aussi du cancer des bronches, puisque, relève-t-il, 13% des femmes de sujets fumeurs sont touchées. Pour faire inflechir cette courbe qui fait peur, il faut agir sur les causes surtout parce que "si on se borne uniquement à vouloir guérir, toute la recette pétrolière ne suffirait pas et encore ce serait pour des résultats très minimes d'une survie de 5 à 10 ans, qui ne dépasserait pas les 5% des cas ; la maladie n'étant prise en charge que très tardivement par

absence de diagnostic précoce et de cofacteurs aggravants (le tabagisme). Le P' Nafi s'étonne que les accidents de la circulation qui font 5 000 morts/an soient portés à la connaissance de tous, alors que le tabac provoque quelque 15 000 décès par an dans le silence "presque dans l'anonymat". Il relève aussi que "la seule pénurie qui n'existe pas chez nous est celle du tabac... alors que parfois même le lait vient à manquer". "Les multinationales veillent à la régulation permanente du marché national, voire tous les marchés des pays en voie de développement." On remarque que depuis des années des pays nantis se débarrassent eux de leur poison (le tabac), mais pour maintenir leurs bénéfices énormes, ils viennent le déverser chez nous.

Il ne comprend pas comment l'Algérie, qui a ratifié la convention-cadre antitabac avec l'OMS en mars 2006, un an encore, mars 2007, rien n'a été fait encore, la loi n'a pas été promulguée par l'APN. "Partout on fume, on se tue et on tue". Ce phénomène est aggravé par la contrebande et la contrebande. "Ce retard s'explique par les pressions énormes exercées par les multinationales présentes partout dans le monde", explique-t-on. "Faire diminuer la consommation du tabac nous éviterait 15 000 décès et des milliards de dollars dépensés à vouloir guérir un mal que nous achetons", nous dit un autre médecin contacté en marge des travaux de ces journées. "Pourquoi s'acharner-t-on à vouloir guérir alors que les

chances sont minimes ? Pourquoi néglige-t-on de s'attaquer aux causes ?" Des questions lancinantes que tout le monde se pose. Le D' Mazouzi du service de diabétologie, elle, intervenant dans le cadre du symposium organisé dans l'après-midi de la première journée, a fait profiter des collègues de son expérience en la matière en axant son exposé dans deux orientations. D'une part, la prise en charge de la maladie et, d'autre part, toutes les mesures à usage de prévention de la maladie : le dépistage précoce surtout, car, affirme-t-elle : "Les études montrent qu'un diabète qui se déclare aujourd'hui est né il y a 10 ans...". Par ailleurs, elle a largement développé les règles d'administration des insulines, notamment la dernière génération permettant d'éviter les hypo et hyperglycémies, à l'origine d'atteintes parfois graves.

Rappelons ici que l'Amsad en 4 ans de vie a su gagner par sa persévérance l'esprit d'abnégation mis au service de la médecine par le biais de la formation du médecin généraliste à l'avant-poste du système de santé, gagner l'estime de tous mais aussi une adhésion de plus en plus grande.

L'équipe rassemblée autour du D' Larbi Bouamrane, qui préside l'Amsad depuis sa création en 2003, est à son 8^e numéro de la revue *Le praticien*, et ce, sur ses propres ressources, les pouvoirs publics n'ayant jamais contribué avec le moindre sou à l'essor d'une telle association, note-t-on.

Karim O.

TIZI-OUZOU

L'élu RND fustige la gestion de l'exécutif

Emboitant le pas aux élus RCD qui, il y a un mois pour jour, ont vertement critiqué la gestion de l'exécutif communal de l'APC d'Azagga à travers une déclaration rendue publique, l'élu RND de cette collectivité emprunte la même voie et quasiment les mêmes propos pour fustiger à son tour, dans une longue déclaration, le travail de l'équipe aux commandes des affaires de la commune.

Une démarche qui a bénéficié de la bénédiction de sa chapelle politique dont le coordinateur affirme avoir été informé à temps par cet élu «de la mauvaise gestion de l'APC», arguant que la montée au créneau du parti a été différée en raison «de la volonté du parti de ne pas être source de blocage de la mairie».

La déclaration résume «la gestion catastrophique» de l'exécutif à travers «quelques cas les plus édiants» cités en exemple et résumés en trois volets.

Au chapitre de l'aménagement et de l'urbanisme, la déclaration évoque un «dysfonctionnement total dans la gestion des marchés publics et un retard injustifiable dans le lancement des projets PCD et les prélèvements».

Une commission qui n'est nullement sollicitée dans l'établissement des projets PCD et PSD, souligne la déclaration qui précise que «des sommes considérables ont été allouées pour ces deux programmes sans que les élus et le mouvement associatif ne soient associés de près ou de loin à la prise de décision».

S'interrogeant pourquoi le bilan activités tarde à être présenté, la déclaration fait état, au vu des finances et ressources, d'un retard dans la présentation des différents budgets par rapport aux échéances réglementaires et de l'absence d'affichage des ordres du jour des séances de l'assemblée et des résolutions des délibérations. «L'hygiène et l'insécurité régnent en

ville» ne sont pas omis par la déclaration qui révèle que «des projets d'importance sont en hibernation», reprochant à l'exécutif «l'absence de vision d'ensemble du programme de développement et l'établissement dans la précipitation des différentes fiches techniques».

La déclaration fait également état d'entreprises qui bouderaient la commune pour cause de lourdes bureaucraties accusant également le P/APC d'unilatéralisme dans le choix de terrains, lui reprochant «son incapacité à mettre en exécution les arrêtés municipaux portant plan de stationnement».

Au volet social et culturel, la déclaration stigmatise «la léthargie profonde et l'absence de stratégie et d'initiative» du service social, indiquant que les recrutements et les affectations dans le cadre de l'AIG et de l'ENSIL «se font dans l'opacité la plus totale».

Toujours à en croire la déclaration de l'élu RND, «les bénéficiaires de l'aide à l'habitat rural sont livrés à eux-mêmes et aucune assistance ne leur est prêtée par la commune».

Pour le P/APC, cette sortie de l'élu RND fait partie de la stratégie des partis politiques et des «coutumières agitations» à l'approche des échéances électorales : «S'il y a une gestion catastrophique, c'est une gestion à laquelle cet élu, qui fait partie de trois commissions, a participé en signant toutes les délibérations de l'APC hormis celle du BP 2007, où il était le seul à voter contre», s'insurge-t-il arguant que le bilan sera présenté au 31 mars conformément au calendrier de l'année budgétaire de gestion, soutenant avec force que «tous les projets sont lancés signés par l'ensemble des élus qui sont associés à toutes les décisions et les délais respectés».

Les retards sont donc, selon lui, à la procédure de lancement des projets. A propos de certains délais, le maire met au défi «n'importe quelle administration de les respecter». Au

sujet de l'affirmation inhérente au fait que le taux de consommation des crédits tous programmes confondus est le plus faible de la daïra, le P/APC met également au défi l'élu RND «de donner des chiffres pour établir la contradiction».

Au volet aménagement et urbanisme, le maire affirme que cet élu ainsi que 3 autres appartenant à une autre formation politique se seraient proposés pour régler la cité nouvelle, «mais la situation n'a pas avancé d'un iota».

Au sujet de l'insécurité, le maire précise qu'elle n'est pas du ressort de la mairie, tout comme l'appli-

cation des arrêtés communaux concernant le plan de stationnement et l'occupation des trottoirs.

Le maire qui s'est attelé à tenter de détruire un à un tous les griefs retenus contre la gestion de l'exécutif communal, conclut que sa commune «se porte relativement très bien» rassurant les citoyens que «les affaires de la collectivité sont entre de bonnes mains».

Il n'écarter pas l'éventualité d'un recours par la même voie à l'information de la population, à savoir de rendre publique une déclaration des membres de l'exécutif.

S. Hammoum

Un nouveau siège pour l'APC à Souk-El-Tenine

L'APC de Souk-El-Tenine vient de bénéficier d'un nouveau siège implanté dans l'enceinte du parc communal. L'édifice bâti sur trois étages (R+2) est un joyau architectural dont se sentiraient fiers tous les responsables et citoyens de la commune et offre un cadre de travail largement plus idoine que ce qu'on a vu par le passé dans l'ancien siège pour les fonctionnaires et de plus de commodités et de facilités pour les usagers vu que les services disposent de plus d'espaces, notamment celui de l'état civil, service, par ailleurs et contrairement à d'autres communes, qui fonctionne tous les jours de la semaine, y compris le samedi. Nous avons appris de la bouche de quelques élus et des deux vice-présidents, rencontrés sur les lieux ou chacun des deux dispose désormais de son bureau, que le coût de réalisation de ce siège est de 1 milliard 800 millions de centimes. Ils nous apprennent également qu'un léger retard est intervenu dans la réception, initialement prévue pour le mois de juillet passé. Il conviendrait de signaler que cette ouverture n'est que provisoire et que la cérémonie officielle interviendra sous peu, en présence des comités de village. L'on nous apprendra que cette occasion sera mise à profit pour présenter le bilan officiel et public de l'année 2006. Les responsables compte affecter l'ancien siège au secteur de la jeunesse bien qu'elles soient nombreuses les organisations et associations à la demander. En effet, on compte l'annexer à la

nouvelle bibliothèque qui sera construite en contre-bas. Par ailleurs et s'agissant des opérations de développement pour l'année en cours, on nous apprend que deux dalles des chemins vicinaux, ceux des villages Ait-Ali-Oubelkacem et Ighil Boukadi, sont déjà lancés. Ces dernières sont rendues possibles grâce à une subvention de l'APW qui s'élève à plus de 200 millions de centimes. Concernant les projets inscrits dans le PCD 2007, le lancement se ferait sous peu, selon la même source. L'APC en serait au choix des entreprises et à la finalisation de l'analyse, l'ouverture des plats étant déjà faite. Bien que la seule opération d'assainissement, problème qui ne se pose pas avec pertinence pour la commune, la majorité des villages étant assainis, soit lancée. Cette dernière vise la réalisation d'un réseau long de 1 200 m au village Tarkouf.

Sur un autre plan, un conseil communal s'est tenu cette semaine pour examiner les revendications émises par le club sportif communal. L'assemblée a débouché sur la décision de l'instauration d'une commission «comme l'exige la réglementation», soutient les élus, pour étudier la faisabilité des revendications, surtout celles inhérentes à l'octroi d'un parc pour aider au financement du club et à la bap-tisation du stade communal au nom de l'athlète Hadjar Ali, pour rappel enlevé et assassiné par des malfrateurs. Quant à une meilleure contribution financière, «bien que l'APC assure déjà le transport

SEMINAIRE SUR LA FORMATION

DES ENSEIGNANTS

DE TAMAZIGHT

La pédagogie de projet,
une nouvelle approche
dans l'enseignement

Près d'une centaine d'enseignants des deux premiers paliers de l'éducation venus des wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Boumerdes et Alger ont suivi pendant les deux semaines des vacances de printemps, en deux sessions, une formation fort intéressante s'articulant autour de la pédagogie de projet, une nouvelle approche dans l'enseignement des langues et qui a fait ses preuves dans nombre de pays comme la France, l'Espagne, la Grèce et tant d'autres de l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique noire.

Assurée par deux éminents professeurs, en l'occurrence M^{me} Annie Gouédel, maître de conférences à l'université de Paris VIII, et M. A. Nasseridine, docteur en sciences de l'éducation à la même université, cette formation qui s'est déroulée au lycée Hamza de Bouira en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, le HCA, la direction de l'éducation de Bouira et préparé par l'inspection de tamazight au niveau de la wilaya de Bouira, a été l'occasion pour les enseignants de tamazight de sortir des sentiers battus et en finir avec les méthodes révolues et classiques qui faisaient de l'apprentissage, l'assisté.

Ainsi, pendant cette formation où les inspecteurs de tamazight des wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa et Bouira au nombre de six étaient présents, aux côtés des enseignants et des représentants du HCA, Mme Bilek, directrice chargée à l'enseignement et à la formation, et M. Aziri, sous-directeur chargé de la recherche et l'évaluation au HCA, le premier groupe d'enseignants a procédé d'abord à l'évaluation du stage de Zéralda, avant d'entamer le second thème relatif à la didactique de la littérature amazighe, alors que le deuxième groupe a procédé à la mise en place de la pédagogie de projet en formant des sous-groupes où sont débattus des thèmes multiples, lesquels thèmes feront l'objet de préparation avant leur exposition pendant le stage de l'été prochain.

Après l'installation de ces sous-groupes, les enseignants ont eu droit à l'étude de la didactique de la littérature amazighe. En somme, pendant la durée du stage les enseignants ont appris de nouvelles méthodes d'enseignement qui sont plus captivantes et attrayantes pour l'élève. D'ailleurs, pendant l'évaluation, des témoignages d'enseignants ayant déjà entamé des expériences avec les élèves sur cette nouvelle méthode sont plus qu'édifiants. Des élèves jusque-là négligents et peu intéressés par l'enseignement de cette langue sont devenus très assidus et entrepreneurs. Une méthode qui permet à l'élève de s'évaluer et de gagner en confiance en lui-même. Une méthode qui aide l'élève à s'extérioriser et faire valoir ses dons et compétences, de lutter contre des complexes qui bien souvent le handicapent à vie.

Signalons à la fin que d'après Djamel Atrezki, inspecteur de tamazight à Bouira, les inspecteurs ainsi que les enseignants qui ont bénéficié de cette formation devront multiplier cette expérience en la vulgarisant auprès des autres enseignants de tamazight qui n'ont pas eu la chance de suivre cette formation. Cela en attendant de les voir bénéficier des mêmes cycles de formation pendant les vacances prochaines en juillet à Béjaïa et en décembre à Tizi Ouzou.

Y. Y.

Découverte
d'un cadavre
à Acif Belma

Le cadavre d'une personne assassinée à l'arme blanche a été découvert dans la journée d'avant-hier à Acif Belma, un lieu dit situé entre les communes de Mechtras et Tizi N'tieta, 30 km environ au sud de Tizi-Ouzou. Alertés par les citoyens, des éléments de la Gendarmerie nationale ont procédé au transport du corps de la victime vers la morgue de l'hôpital de Boghni. Selon les premiers éléments d'informations, la victime serait âgée de 35 ans et aurait reçu plusieurs coups de couteau qui seraient à l'origine de son décès. Son identification était toujours en cours dans la journée d'hier, a-t-on appris auprès de la même source.

A. A. Y.